

19 -06- 2007

11 -07- 2007

83.822 (6) 328021

**Sous-Commission Paritaire du Transport Urbain et Régional**  
**de la Région Wallonne (S-CP 328.02)**

*Convention collective de travail du 15 juin 2007*  
*relative à la programmation sociale 2007-2008*

**Article 1<sup>er</sup>.**

La présente convention s'applique aux travailleurs et aux employeurs ressortissant à la Sous-commission Paritaire du Transport Urbain et Régional de la Région wallonne.

Pour l'application des dispositions de la présente convention à l'exception de l'article 7, on entend par travailleurs, les ouvriers et les ouvrières, les employés et les employées en ce compris le personnel de direction.

A l'article 7, par travailleurs, on entend les travailleurs masculins et féminins, tant ouvriers qu'employés en ce compris le personnel de direction, bénéficiaires d'allocations complémentaires de pension, de prépension, de chômage en cas de licenciement à 55 ans ou plus et d'invalidité après deux ans d'incapacité de travail visées à l'article 6 et aux points 1.2, 2.3, 3.3 et 4.3 de l'annexe 1 de la convention collective de travail du 21 janvier 1998 relative aux indemnités complémentaires d'incapacité de travail ratifiée par la convention collective de travail du 20 avril 2001.

**Art. 2.**

Les barèmes de rémunération applicables aux ouvriers et aux ouvrières sont majorés d'un montant horaire brut de 0,1430 EUR à partir du 1<sup>er</sup> juin 2007.

Les barèmes de rémunération applicables aux employés et aux employées sont majorés d'un montant mensuel brut de 25 EUR à partir du 1<sup>er</sup> juin 2007.

L'application de la péréquation est suspendue en ce qui concerne les allocations sociales basées sur les barèmes majorés comme mentionné ci-dessus à l'égard des travailleurs relevant des régimes de pension, de prépension, d'allocations complémentaires de chômage en faveur de certains travailleurs âgés de 55 ans et plus licenciés ou de régimes d'invalidité visés aux points 1.2, 2.3, 3.3 et 4.3 de l'annexe 1 de la convention collective de travail du 21 janvier 1998 précitée.

**Art. 3.**

Au 1<sup>er</sup> juin 2007, une allocation égale à 10 % du salaire barémique est accordée aux travailleurs pour les prestations assumées les samedis.

Par prestation du samedi, il faut entendre les prestations entre 0 et 24 heures.

L'allocation précitée n'est pas octroyée en cas de coïncidence entre le samedi et un jour férié si ce dernier n'est pas reporté à une autre date.

**Art. 4.**

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008, les employeurs s'engagent à prendre en charge les primes d'assurance soins de santé des travailleurs versées dans le cadre des polices d'assurance collective à souscrire par les employeurs.

Les primes d'assurance soins de santé relatives aux membres de la famille ainsi que celles concernant les travailleurs à l'échéance de leur contrat de travail restent à charge de ces derniers.

**Art. 5.**

L'indemnité mensuelle de nettoyage accordée aux travailleurs bénéficiant de la masse d'habillement exploitation est portée à 2,24 EUR à partir du 1<sup>er</sup> juin 2007.

**Art. 6.**

A partir du 1<sup>er</sup> juin 2007, l'intervention de l'employeur dans les frais de transport des travailleurs par train entre le domicile et le lieu de travail est portée à 100 % du coût de la carte train.

**Art. 7.**

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007, la prime annuelle récurrente visée à l'article 6 de la convention collective de travail du 20 novembre 2000 relative à la programmation sociale 2001 et 2002 est portée à 200 EUR bruts en faveur des bénéficiaires des allocations complémentaires tels que définis à l'article 1er, alinéa 3.

A partir de 2008, le montant de la prime est indexé en fonction du nombre d'indexations des barèmes des travailleurs au cours de l'année civile précédente.

La prime est payée fin janvier sur base de la qualité du bénéficiaire desdites allocations à la date du premier janvier de chaque année.



Exceptionnellement, le solde de la prime payée en janvier 2007 sera versé avant le 1<sup>er</sup> septembre 2007.

**Art. 8.**

Les parties signataires de la présente convention collective de travail décident de créer un fonds social consacré à la réalisation d'actions de formation du personnel au sein du groupe TEC.

Ce fonds sera institué sous forme d'une ASBL dont le Conseil d'administration sera composé paritairement par des représentants des travailleurs et des employeurs.

Les employeurs s'engagent à alimenter financièrement ce fonds pour lui permettre de réaliser les missions qui lui seront dévolues. Ils en exerceront la gestion journalière.

Les parties conviennent de formaliser la création du fonds dans une convention collective de travail à conclure au plus tard le 31 décembre 2007 et, dans l'intervalle, de s'atteler à la mise en place des premières mesures indispensables pour le rendre opérationnel le plus rapidement possible.

**Art. 9.**

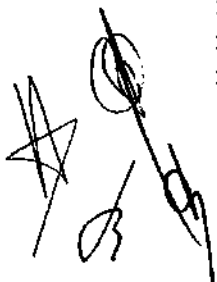
Un groupe de travail paritaire restreint sera chargé de préparer une modification de la convention collective de travail du 19 novembre 2003 relative aux facilités de circulation, en vue de mieux tenir compte de la situation des enfants en cas de reconstitution du ménage.

Le même groupe de travail sera chargé d'examiner la problématique de l'harmonisation des congés familiaux relatifs aux circonstances pénibles visés par l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles.

**Art. 10.**

Un groupe de travail paritaire restreint sera chargé, sous la présidence du Président de la Sous-Commission paritaire, de formuler des propositions relatives aux trois problématiques suivantes :

- > la prime « transfrontalière » (dépôt d'Eupen) ;
- > le Métro léger de Charleroi ;
- > la prise en compte de l'ancienneté en cas d'engagement de personnel en provenance d'autres sociétés de transport.



Ce groupe de travail présentera ses conclusions à la sous-commission paritaire au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2007.

**Art. 11.**

Les organisations syndicales s'engagent à ne pas mener et à ne pas soutenir d'actions visant à obtenir des avantages salariaux nouveaux, et ce jusqu'au 31 décembre 2008.

**Art. 12.**

Les employeurs garantissent leur emploi aux travailleurs sauf licenciements justifiés pour raisons d'inaptitude ou motifs disciplinaires.

**Art. 13.**

La présente convention produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2007 sauf disposition contraire.

Elle est conclue pour une durée indéterminée à l'exception des articles 11 et 12 qui cesseront d'être en vigueur le 31 décembre 2008.

En ce qui concerne les dispositions à durée indéterminée, chaque partie signataire peut dénoncer la présente convention collective de travail moyennant préavis de trois mois notifié par lettre recommandée au Président de la Sous-Commission Paritaire du Transport Urbain et Régional de la Région wallonne. Dans ce cas, la partie qui dénonce la convention est tenue de proposer un nouveau projet de texte.

Namur, le 15 juin 2007.

Pour l'U.B.T.C.U.R.,  
L'Administrateur général adjoint de la S.R.W.T.,

Pour la C.G.S.P.,

Pour la Services publics,

Pour la C.G.S.L.B.,

HABAY.

29 -06- 2007

11 -07-2007

83.822 10 / 328 02

**Paritair Subcomité voor het stads- en streekvervoer van het Waalse Gewest**  
**(PSC 328.02)**

*Collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juni 2007 betreffende de sociale programmatie  
2007-2008*

**Artikel 1.**

Deze overeenkomst is van toepassing op de werknemers en op de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor het stads- en streekvervoer van het Waalse Gewest.

Voor de toepassing van de bepalingen van deze overeenkomst, met uitzondering van artikel 7, wordt onder werknemers verstaan, de werklieden en werksters, de mannelijk en vrouwelijke bedienden, met inbegrip van het directiepersoneel.

In artikel 7 wordt onder werknemers verstaan, de mannelijke en vrouwelijke werknemers, zowel arbeiders als bedienden, met inbegrip van het directiepersoneel, dat aanvullende pensioen, brugpensioen of werkloosheidsuitkeringen geniet in geval van ontslag op 55 jaar of ouder na twee jaar arbeidsongeschiktheid, bedoeld in artikel 6 en in de punten 1.2, 2.3, 3.3 en 4.3 van bijlage 1 bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 januari 1998 betreffende de aanvullende uitkeringen bij arbeidsongeschiktheid, bekrachtigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 april 2001.

**Art. 2.**

De loonbarema's die van toepassing zijn op de werklieden en werksters worden vanaf 1 juni 2007 verhoogd met een bruto bedrag van 0,1430 EUR.

De loonbarema's die van toepassing zijn op de mannelijke en vrouwelijke bedienden worden vanaf 1 juni 2007 verhoogd met een bruto bedrag van 25 EUR.

De toepassing van de perequatie wordt opgeschort voor wat betreft de sociale uitkeringen gebaseerd op de verhoogde barema's, zoals hierboven vermeld, tegenover de werknemers die vallen onder de stelsels van pensioen, brugpensioen, aanvullende werkloosheidsuitkeringen ten gunste van sommige ontslagen oudere werknemers van 55 jaar en ouder of stelsels van invaliditeit bedoeld in punten 1.2, 2.3, 3.3 en 4.3 van bijlage 1 van voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 21 januari 1998.

**Art. 3.**

Op 1 juni 2007 zal een uitkering gelijk aan 10 % van het baremiek loon worden toegekend aan de werknemers voor prestaties uitgevoerd op zaterdag.

Onder zaterdagprestatie moet worden verstaan, de prestaties tussen 0 en 24 uur.

Voornoemde uitkering wordt niet toegekend indien een zaterdag samenvalt met een feestdag als deze laatste niet wordt overgedragen naar een andere datum.

**Art. 4.**

Vanaf 1 januari 2008 verbinden de **werkgevers** zich ertoe om de verzekeringspremies voor de gezondheidszorg van de werknemers, die gestort werden in het kader van de collectieve verzekeringspolissen die door de werkgevers moesten worden aangegaan, ten laste te nemen.

De verzekeringspremies voor de gezondheidszorg betreffende de familieleden, evenals die betreffende de werknemers waarvan de overeenkomst afloopt, blijven ten laste van deze laatsten.

**Art. 5.**

De maandelijkse schoonmaakvergoeding toegekend aan de werknemers die het kledingfonds uitbating genieten wordt vanaf 1 juni 2007 op 2,24 EUR gebracht.

**Art. 6.**

Vanaf 1 juni 2007 wordt de tegemoetkoming van de werkgever in de vervoerskosten van de werknemers per trein tussen woonplaats en werkplaats gebracht op 100 % van de kosten van de treinkaart.

**Art. 7.**

Vanaf 1 januari 2007 wordt de **recurrente** jaarlijkse **premie**, bedoeld in artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 november 2000 betreffende de sociale programmatie 2001 en 2002, gebracht op 200 EUR bruto ten gunste van de rechthebbenden van de aanvullende uitkeringen, zoals bepaald in artikel 1, lid 3.

Vanaf 2008 wordt het bedrag van de premie geïndexeerd in functie van het aantal indexeringen van de barema's van de werknemers tijdens het vorige kalenderjaar.

De premie wordt betaald eind januari op basis van de hoedanigheid van de rechthebbende van deze uitkeringen op de **datum** van een januari van **elk** jaar.

Het saldo van de premie betaald in januari 2007 zal uitzonderlijk gestort worden vóór 1 september 2007.

**Art. 8.**

De ondertekenende **partijen** van deze collectieve arbeidsovereenkomst beslissen om een sociaal fonds op te richten, **gewijd** aan de verwezenlijking van **vormingsacties** van het personeel **binnen** de groep TEC.

Dit fonds zal opgericht worden onder de vorm van een VZW, waarvan de raad van beheer paritair zal samengesteld worden door werknemers- en werkgeversvertegenwoordigers.

De werkgevers verbinden zich ertoe om dit fonds **financieel** te bevoorraden om het mogelijk te **maken** de taken die hieraan zijn toevertrouwd te verwezenlijken. Zij zullen er het dagelijks beheer van uitoefenen.

De partijen komen overeen om de oprichting van het fonds te formaliseren in een collectieve arbeidsovereenkomst die uiterlijk op 31 december 2007 moet worden gesloten en zich ondertussen bezig te houden met het opstellen van de eerste noodzakelijke maatregelen om dit zo vlug mogelijk operationeel te maken.

**Art. 9.**

Een paritaire werkgroep zal belast worden met de voorbereiding van een wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 november 2003 betreffende de vervoerfaciliteiten, om beter rekening te houden met de toestand van de kinderen in geval van wedersamenstelling van het gezin.

Dezelfde werkgroep zal belast worden met het onderzoek van de problematiek van de harmonisering van de familiale verloven betreffende de moeilijke omstandigheden bedoeld door het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normale loon voor de dagen afwezigheid bij familiale gebeurtenissen of om de burgerlijke verplichtingen of taken uit te voeren.

**Art. 10.**

Een beperkte paritaire werkgroep, onder het voorzitterschap van de Voorzitter van het paritair comité, zal belast worden met de formulering van voorstellen betreffende de volgende drie problematieken:

- de "grensoverschrijdende" premie (depot Eupen);
- de "Métro léger" te Charleroi;
- het in aanmerking nemen van de anciënniteit bij aanwerving van personeel afkomstig uit andere vervoersondernemingen.

Deze werkgroep zal zijn besluiten voorstellen aan het paritair subcomité uiterlijk op 1 oktober 2007.

**Art. 11.**

De vakorganisaties verbinden zich ertoe om geen acties te ondernemen en te steunen met het oog op het verkrijgen van nieuwe loonvoordelen, en dit tot 31 december 2008.

**Art. 12.**

De werkgevers waarborgen de werknemers hun baan, behalve gerechtvaardigde ontslagen wegens onbekwaamheid of disciplinaire motieven.

**Art. 13.**

Deze overeenkomst wordt van kracht op 1 januari 2007, behoudens andersluidende bepaling.

Zij wordt gesloten voor onbepaalde duur, met uitzondering van de artikelen 11 en 12 die zullen ophouden van kracht te zijn op 31 december 2008.

Wat de bepalingen van onbepaalde duur betreft, kan elke ondertekenende partij deze collectieve arbeidsovereenkomst opzeggen, mits een opzeggingstermijn van drie maanden wordt nageleefd, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor het stads- en streekvervoer van het Waalse Gewest. In dat geval moet de partij die de overeenkomst opzegt een nieuw tekstontwerp voorstellen.

Namen, 15 juni 2007.